

Conseil municipal de Toulouse du 26 septembre 2025

Intervention d'Odile Maurin

7.2 Approbation de la convention attributive de subvention entre la mairie de Toulouse et l'Agence Régionale de Santé Occitanie (ARS) pour les Semaines d'Information sur la Santé Mentale 2025

(Solidarités et santé 25-0676)

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs,

Je voterai cette délibération tout en dénonçant l'hypocrisie qu'elle révèle. Cette convention sur les "Semaines d'information sur la santé mentale" illustre parfaitement comment notre société détourne l'attention des véritables causes de la souffrance psychique.

Interrogeons d'abord cette notion même de "santé mentale". L'OMS la définit comme un "état de bien-être permettant de travailler avec succès et d'être productif". Autrement dit, la conformité à la norme capitaliste. Plus troublant encore : dans une société qui détruit l'humanité et les liens sociaux, ceux qui ne souffrent pas psychiquement seraient-ils vraiment "en bonne santé mentale" ? Ou ne révèlent-ils pas plutôt un inquiétant aveuglement face à l'effondrement en cours ?

Cette approche individualise systématiquement la souffrance. On parle de "réparer le lien social" tout en organisant méthodiquement sa destruction par les politiques d'austérité. On évoque la stigmatisation sans nommer le validisme : cette oppression systémique d'une société productiviste qui fait du corps et de l'esprit "valides" l'idéal à atteindre, discriminant tous ceux qui ne correspondent pas aux standards de rentabilité.

Les mouvements antipsychiatriques le dénoncent depuis des décennies : cette "libération de la parole" n'est qu'un leurre saniste. Comme l'écrit si justement une militante : "la folie résiste parce qu'elle est intraduisible", mais "comment libérer la parole sur la folie alors que les fous ne peuvent pas parler ?" Cette récupération thérapeutique dépolitise la souffrance et maintient l'ordre social.

D'ailleurs, pendant que vous organisez des réunions, vos politiques concrètes contredisent vos bonnes intentions. Vous fermez le PAIO et le SIAO, vous faites chasser par la police municipale les SDF - dont beaucoup présentent des troubles psychiques. Votre mesure d'évaluation ? Compter les réunions et les guides distribués. Rien sur l'hébergement, rien sur l'accompagnement décent.

Cette logique validiste trouve son aboutissement dans la récente loi sur l'aide à mourir. Plutôt que de garantir les soins et une vie digne, on accorde le droit au suicide assisté. Hiérarchisation des vies, tri médical entre existences "vivables" ou non : l'État préfère aider à mourir plutôt qu'à vivre.

Cessons cette hypocrisie ! La vraie santé mentale collective nécessiterait de questionner ce système qui produit massivement la souffrance qu'il prétend ensuite soigner.